

ses différents secteurs le front prolétarien. Le centrisme prenant la direction du parti en 1923 allait contribuer à désorienter le prolétariat sans pouvoir néanmoins suivre une courbe de dégénérescence aussi profonde qu'en Allemagne. Cela tiendra à la fois à la situation internationale et aux particularités de la situation italienne. En effet, après la défaite allemande de 1923 la Russie et l'I. C. n'en seront qu'aux premiers épisodes de leur politique de trahison alors que la guerre civile battra son plein en Italie, jettera le parti au premier plan de la lutte l'empêchera jusqu'à l'époque des lois exceptionnelles de concentrer toutes les énergies du centrisme contre la gauche qui se maintiendra solidement parmi les ouvriers italiens dont elle dirigea les luttes en 1921 et 1922. C'est donc essentiellement la violence armée des fascistes s'appuyant sur l'œuvre de désagrégation des forces démocratiques qui pouvait venir à bout du prolétariat. Cette expérience par ses particularités permit d'édifier la théorie de l'opposition entre démocratie et fascisme, puisque Mussolini après avoir été aidé par les Nitti, Turati et consorts, dut les balayer violemment en même temps que toutes les organisations ouvrières.

Au point de vue du déroulement des événements l'analogie entre l'Italie et la France ne peut donc pas être faite. Par contre, l'examen des situations où vainquit le fascisme allemand donne leur pleine signification à la fois à l'expérience italienne et française en permettant de réaliser la vision d'ensemble des phases décisives de l'attaque mondiale du capitalisme. La montée fasciste en Allemagne au lieu de s'accompagner de la fracture violente du front prolétarien, s'accompagne d'une croissante désagrégation de la substance de classe du mouvement ouvrier. Socialistes et centristes pourront bien encore, à la veille du 3 mars 1933, organiser de gigantesques manifestations de masse, mais la vitalité révolutionnaire des travailleurs en sera complètement absente. Par rapport à la situation italienne, les réformistes allemands recalqueront fidèlement les faits et gestes de leurs collègues italiens dans un milieu de classe où les mouvements révolutionnaires seront d'abord dévoyés, puis empêchés par la politique du P. C. A. La politique de l'Etat russe et de l'Internationale Communiste interviendront décisivement pour empêcher à tout prix des épisodes de résistance du type italien, lesquels en Allemagne, vu la densité du prolétariat, auraient pu avoir plus de conséquences qu'en Italie. De ce fait, nous vîmes une montée à « froid » du nazisme, une évolution archi-légale sans « ar-

che sur Berlin », une conjonction parfaite entre le travail des bandes fascistes, la politique du « moindre mal » socialiste et le social-fascisme des centristes décomposent le mouvement ouvrier et préparant tout naturellement les conditions pour la domination de Hitler.

L'absence de batailles révolutionnaires contre le fascisme permit mieux qu'en Italie de voir l'étroite solidarité des forces démocratiques et des forces fascistes dans l'œuvre d'étranglement des travailleurs.

C'est que le capitalisme allemand plus puissant que l'italien put pendant dix ans (de 1923 à 1933) s'appuyer à la fois sur la bourgeoisie de tous les pays et sur l'Etat Soviétique pour désagréger le front des ouvriers et le rendre incapable de s'opposer par la moindre lutte à la victoire fasciste. C'est seulement ce double appui qui lui permit d'employer plus à fond la social-démocratie et d'éviter des batailles qui, même écrasées, auraient certainement fécondées un noyau marxiste en Allemagne.

L'axe de la situation allemande ne réside pas tant en un assaut violent des bandes fascistes, mais dans une conversion graduelle de la démocratie en fascisme. L'avènement de Hitler est le résultat logique de tout un mouvement des choses dont l'élément essentiel sera la politique du puissant parti communiste. Il ne fera que consacrer un processus évolutif de l'ensemble de la société allemande aboutissant à sa victoire et à la décomposition du mouvement ouvrier.

Dans ce sens, l'expérience allemande est plus près de la France que de l'Italie. La victoire de Mussolini s'accompagne de la destruction violente et féroce des organisations ouvrières. Par cela même qu'elle n'atteint pas les forces vives de la conscience du prolétariat italien, elle peut être remise en question par les luttes mondiales, du prolétariat et particulièrement de la classe ouvrière allemande. De ce fait autour de l'Allemagne vont se concentrer les énergies du capitalisme de tous les pays afin d'étouffer le prolétariat qui par ses luttes peut détruire l'équilibre précaire établi après 1923 en Europe. Lorsque la bourgeoisie internationale atteindra son but elle en aura fini du même coup avec la Russie entrant à la S. D. N. et pourra se glorifier d'en avoir provisoirement terminé avec le prolétariat révolutionnaire. Dans une situation internationale aussi profondément préjugée, les ouvriers français allaient, en un raccourci saisissant, parcourir en moins de deux ans le chemin suivi par les travailleurs allemands de 1923 à 1933.

La société capitaliste française dans son ensemble subira un mouvement de conversion gra-

duel, bien qu'entrecoupé d'incidents propres à sa structure économique particulière, analogue à celui qui se vérifia en Allemagne à cette différence fondamentale près que les vainqueurs de Versailles ne devaient pas accoucher du fascisme, mais pouvaient du fait de leur puissance économique, élever la fonction sociale des forces démocratiques en leur adjoignant ouvertement le centrisme. En Allemagne le centrisme fut le facteur qui permit aux forces démocratiques de jouer un rôle de premier plan pour la victoire fasciste alors qu'il désagrégea le front de classe des ouvriers. Par contre en France, le centrisme devient une force démocratique de premier plan et fut l'artisan direct de l'écrasement du prolétariat.

Examinons donc de plus près les circonstances de la victoire fasciste en Allemagne et du Front Populaire en France.

L'intégration organique de la social-démocratie allemande à l'appareil d'Etat devait permettre d'une part le développement du fascisme et, d'autre part, favoriser l'apparition de la théorie centriste du social-fascisme, inséparable de la scission des syndicats réformistes. Trois phénomènes caractériseront toute cette évolution.

Primo : à chaque moment critique les socialistes diront aux ouvriers que puisqu'ils dirigent l'Etat prussien, occupent telle ou telle autre position au sein de l'Etat rien n'est à craindre. Et au surplus les mesures d'affaiblissement de Brüning sont rendues nécessaires du fait du diktat de Versailles. Faites confiance à la légalité bourgeoise, tel sera leur consigne. Secundo : les centristes exploiteront ces faits pour justifier leur social-fascisme, sectionner les mouvements ouvriers et les syndicats en rejetant toute la responsabilité sur les socialistes. Sur cette base toute leur agitation revendicative ne sera que bluff et bourrage de crâne alors qu'eux aussi en reviendront à la vieille chanson de la lutte contre le Traité de Versailles.

Tertio : le fascisme se développera en prouvant la faillite évidente de la politique étatique de la social-démocratie ne correspondant plus à la phase de crise et en se plaçant sans crainte sur le terrain des revendications ouvrières, terrain disloqué par les centristes et où allait se livrer un combat démagogique entre ces derniers et les nazistes. Ceux-ci se poseront comme les seuls capables de détruire le Traité de Versailles.

Ainsi que nous le fit remarquer un camarade, c'est contre le Traité de Versailles que se développa une politique d'Union Sacrée en Allemagne quand par contre c'est autour du main-

tien du Traité de Versailles qu'elle se développera en France.

Si cependant en Allemagne apparut la politique du social-fascisme et non du Front Populaire, c'est qu'elle correspondait à des nécessités bien précises. En face du danger fasciste, alors que les fonctionnaires d'Etat socialistes frappaient indistinctement et au nom de la légalité, ouvriers communistes ou fascistes, ou que le parti socialiste couvrait Brüning et ses décrets, les ouvriers communistes n'avaient qu'un pas à faire pour admettre le social-fascisme, satisfaisant leur haine légitime contre les valets sanglants de la bourgeoisie. En opposant violemment non deux classes, mais ouvriers socialistes et communistes, en brisant leur front de résistance revendicatif, toute possibilité de luttes d'envergures contre le fascisme disparaissait. La politique du Front Populaire aurait pu dépasser en Allemagne, les intentions des traîtres, car les ouvriers en auraient retenu la nécessité des rassemblements dans les syndicats puisque c'est sur ce terrain que Brüning livrait des batailles décisives et par là même se seraient terminées des luttes violentes contre les bandes fascistes.

La politique du social-fascisme et de l'O.S.R. étaient les meilleures armes de la bourgeoisie pour briser la volonté de lutte des ouvriers et jeter toujours plus d'eau au moulin fasciste. Avec l'aggravation de la situation en Allemagne nous verrons la bourgeoisie frapper le fascisme pour autant que cela fut nécessaire pour justifier les appels au calme et au respect de la légalité des socialistes, alors que les centristes quittaient définitivement tout terrain de classe pour tomber dans le « National-Bolchevisme » où les nazis étaient passés maîtres. Ainsi le 3 mars fut un événement quasi banal : démocrates, socialistes, centristes s'effacèrent une fois leur œuvre accomplie, pour faire place aux légions fascistes qui devaient faire table rase de ces débris, pousser à fond la réaction bourgeoise afin d'édifier une structure telle qu'elle puisse permettre la préparation à la guerre d'un impérialisme pauvre, mais formidablement équipé et ce en dehors de toute effervescence de classe, si ce n'est l'accord de toute la « Nation ».

En France, les événements du 6 février 1934 et leurs conséquences se présentent sur le fond d'une même nécessité : il est clair qu'il s'agit d'une bataille du capitalisme pour écraser totalement les ouvriers en vue d'une guerre que le